

## l'entretien

## « Il faut un projet de société, une vision, oser changer »

**Affaiblissement de l'Etat**, de la démocratie, de la gauche... Jean-Pascal Labille, patron de Solidaris, se mobilise, appelle à refonder la politique. Et n'oublie pas « Nuit debout ».

## Jean-Pascal Labille

Né le 23 février 1961, Jean-Pascal Labille fut ministre fédéral des Entreprises publiques dans le gouvernement Di Rupo, il est actuellement secrétaire général de l'Union nationale des Mutualités socialistes-Solidaris, « pilier » de l'Action commune Mutualité-syndicat-parti.

L'heure est grave, c'est à nouveau le temps des idées avant celui des décisions politiques. Président de Solidaris, la Mutualité socialiste, ex-ministre fédéral des Entreprises publiques, Jean-Pascal Labille sort de sa relative réserve en quête du « nouvel engagement » à gauche.

**Jean-Pascal Labille, vous êtes « inquiet ». Dites-nous.**

La protection sociale est en danger, et tout ce qu'on vit aujourd'hui - Panama Papers, attentats, crise des réfugiés... - traduit un affaiblissement des structures étatiques, profond, qui conduit à un affaiblissement de la démocratie. L'Etat a couru derrière les marchés financiers pour se financer et il subit aujourd'hui leur diktat, avec les normes comptables qu'on impose - un investissement devient tout à coup une dépense ! En faisant cela, l'Etat a construit sa propre prison. On est depuis trop longtemps dans ce règne de la pensée unique, on a répété qu'il n'y a pas d'alternative, on étouffe.

**« On », c'est qui ?**

La classe dominante, les détenteurs de capital et la droite. Ce gouvernement a décidé, noir sur blanc, de viser l'équilibre budgétaire en opérant à trois quarts

sur les dépenses et un quart sur les recettes, tout est dit. En protection sociale, il y a longtemps qu'on tire la sonnette d'alarme, mais voyez les effectifs de sécurité et de défense.

**Cela fait dix ans que la police est soumise à des économies, les directeurs de prison mettent en cause un désinvestissement depuis trente ans, la gauche était au pouvoir alors.**

Il faut se placer au-dessus de cela. Je ne joue plus dans la cour des petits jeux politiques « c'est pas moi, c'est lui ». Cela ne sert à rien, on a besoin d'une vision qui va au-delà. A force de se regarder, de regarder derrière et de se critiquer, on ne fait pas avancer le projet de société et on ne répond pas aux besoins des gens.

**Peut-on maintenir le niveau de protection sociale en situation de sous-emploi de longue durée, sans perspectives différentes ?**

On n'a jamais créé autant de richesses dans ce pays, le Bel 20 n'a jamais généré autant de profits. L'argent est là ! Il est simplement

très mal redistribué. L'affaiblissement de l'Etat conduit à des inégalités, qu'on a banalisées et quasi « naturalisées ». On revient à l'idée de l'Ecole de Chicago dans les années 80 : plus les riches seront riches, plus il y aura un ruissellement vers les plus pauvres... Non, Piketty vient encore de le démontrer : les pauvres restent pauvres, les riches restent riches, l'ascenseur social ne fonctionne pas. Ce mot inégalités est pour moi fondamental.

Nous avons par ailleurs un système politique prodigieusement complexe. Tout le monde aujourd'hui est avide de responsabilités mais quand il s'agit de les prendre, c'est une autre paire de manches. La désaffection à l'égard du monde politique vient entre autres de cela.

Pour résumer, nous avons donc

un asservissement des individus, mais aussi une politique qui se meurt. C'est très grave car la démocratie pourrait prendre le même chemin.

J'étais de passage à Toulouse et je suis allé me promener sur la place où se déroulait « Nuit debout » : ce sont de nouvelles formes d'expression collective auxquelles on doit particulière-

ment prêter attention et dont je retiens surtout la volonté de ne pas renoncer : « Oui, il y a une possibilité de construire autre chose, c'est juste la volonté politique qui manque. » Dans ce combat-là, ils veulent sortir de la prescription des rôles que nous ont longtemps imposés l'Eglise, les partis, les syndicats. On peut à la fois être inquiets pour la démocratie et rassurés que les jeunes s'en occupent et veulent émettre des idées. La social-démocratie et la gauche européenne doivent tendre la main à ces mouvements, sans les récupérer.

**Vont-ils saisir cette main ?**

Oui, sinon ils vont se rendre compte qu'ils prêchent dans le désert. Nous sommes en train de passer d'une société verticale à une société horizontale. Dans ce contexte, le monde politique ne comprend pas bien que le monde avance ailleurs, notamment là, sur ces places - qu'il veut faire évacuer ! -, et qu'il a intérêt à s'enrichir de ces initiatives.

La gauche doit proposer autre chose à la jeunesse que le choix entre s'inscrire dans le schéma dominant ou dans la violence, les équipées sauvages et le nihilisme.

**Mais comment avoir à la fois une « société horizontale » et un « Etat fort » ?**

Le rôle de l'Etat doit profondément changer. On doit avoir demain un Etat régulateur qui fixe

un cadre, un état préventif qui gère les grands risques et qui agit plus en amont qu'en aval - c'est moins sexy politiquement car quand on vient après l'événement, on a les caméras... Le tout avec une logique d'Etat stratège. Les jeunes de « Nuit debout » ne demandent pas plus d'Etat à l'ancienne, mais un nouvel Etat, et même peut-être d'autres formes de collectifs.

Je crois vraiment que, dans ce contexte, la gauche a un réel boulevard idéologique.

Il est très important pour elle de réactualiser sa doctrine, et il ne faut pas avoir peur de mettre en avant - je vais peut-être vous surprendre - « l'individualisme ». Il y a place aujourd'hui pour un individualisme de gauche, altruiste, où l'on se préoccupe des attentes de l'individu, qu'on replace dans un combat collectif.

Ces mouvements comme « Nuit debout », c'est un peu cela. Dans ce contexte, Gramsci est particulièrement intéressant à relire, surtout quand il parle du sens commun, de l'univers des idées, des images acceptées par la masse, de l'hégémonie culturelle.

**Parce que ?**

Tout ce qu'on vit aujourd'hui vient des années 70-80 et de l'école de Chicago. A l'époque, on sort des « Trente Glorieuses » et on croit que l'Etat providence est là pour l'éternité. Avec l'école de Chicago se produit un renversement idéologique terrible, nourri par Hayek qui dit que son objectif premier est de détruire l'Etat. La détestation de l'Etat vient de là. Il n'y a pas eu alors de critique radicale de ce que pouvait être cette expansion capitaliste. La gauche et la social-

démocratie doivent faire cela aujourd'hui. Il y a un certain nombre d'initiatives, probablement trop micro, mais qui existent, auxquelles les gens croient, sur lesquelles il faut mettre la lumière, et qu'il faut mettre en réseau.

**Cela passe par des partis existants ou par un mouvement, genre « En marche vers la nouvelle gauche » ?**

*Cela peut passer par les partis, mais on va changer de mode d'organisation et donc les partis doivent se renouveler, recevoir de l'oxygène. Il faut surtout allumer*

*les grands phares : ne pas croire que le monde va changer demain, tout de suite. Il faut convaincre et, comme le dit Gramsci, être « contagieux ».*

**Faut-il trouver autre chose que le PS pour rassembler ? Vous voulez créer une structure ?**

*Ce n'est pas mon objectif. Je suis un « alerteur ». Je constate, je réfléchis, je participe. Je reste ici dans l'action politique au sens le plus noble, mais pas pour créer quoi que ce soit demain.*

**La présidence du PS en 2019 ?**

*Un, la présidence, que je sache, n'est pas disponible. Deux, mon apport est de type intellectuel et de terrain. Piketty dit : « J'ai réussi ma vie », parce*

*qu'il a en partie fait croire qu'autre chose était possible. Ma démarche est un peu similaire, à mon modeste niveau. Je n'ai pas d'autre ambition que celle-là et je pense que c'est déjà une belle ambition.*

**Trois grands patrons se manifestent dans « Le Soir », ils appellent à « relancer » la Belgique. Cela vous inspire ?**

*Voir des patrons s'exprimer de cette façon et dire que l'Etat doit fonctionner, assurer, c'est interpellant. Ils font partie de la société civile, celle où, je l'ai dit, il y a des initiatives, il faut être à l'écoute. Je retiens que c'est un appel à l'action politique. ■*

**Propos recueillis par  
BEATRICE DELVAUX  
et DAVID COPPI**